

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CNH FRANCE

RUE DES MEUNIER
60330 Le Plessis-Belleville

Références : IC-R/247/25-BV/VM
Code AIOT : 0005101450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement CNH FRANCE implanté Rue des Meuniers 60330 Le Plessis-Belleville. L'inspection a été annoncée le 28/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CNH FRANCE
- Rue des Meuniers 60330 Le Plessis-Belleville
- Code AIOT : 0005101450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CNH France exploite deux entrepôts (Plessis Belleville et Lagny le Sec) dans lesquels sont stockés toutes les pièces de rechanges destinées aux engins agricoles et engins de construction. Les expéditions représentent environ 28 000 t/an à destination du monde. Le site fonctionne 7jours/7, jour et nuit. Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 11 avril 1997.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Documents administratifs au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II	Sans objet
4	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CNH France exploite un entrepôt autorisé par arrêté préfectoral du 11 avril 1997. Dans le cadre de la mise en conformité 1510, l'exploitant a mandaté le CNPP pour réaliser le bilan de conformité.

Le CNPP a réalisé le classement du site vis à vis des rubriques stockage en appliquant le guide

entrepôts. La conclusion évalue le volume total du groupe d'IPD à 463 640 m³. Le classement vis à vis de la rubrique est le régime de l'enregistrement.

Par ailleurs, le CNPP a réalisé une étude de dangers. Les modélisations montrent que les effets thermiques de 5 et de 8 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété. Le calcul des besoins en eau d'extinction, dans la situation actuelle est évalué à 720 m³/h (plafonné par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510).

Plusieurs recommandations ont été réalisées pour mettre les installations en conformité :

1/ Mise en place d'un mur coupe feu REI 120 entre la cellule GDH et la zone d'expédition (réduction de la plus grande surface d'un seul tenant)

2/ Mise en place d'une installation de sprinklage sur le auvent couvert

3/ Aménager un bassin de rétention des eaux d'extinction de 3000 m³. Cet aménagement a été réalisé en 2025.

L'inspection demande à l'exploitant un dossier de porter à connaissance intégrant un bilan de conformité 1510 et compilant les analyses réalisées par le CNPP.

D'autre part, l'inspection propose au préfet un arrêté de mise en demeure pour la mise en œuvre des besoins en eau d'extinction nécessaires dans la situation actuelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Éléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;- les différents documents prévus par le présent arrêté. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique. Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La société CNH France est autorisée par arrêté préfectoral du 11 avril 1997 pour des activités de stockage de matières combustibles, stockage de matières plastiques dans un entrepôt.

La société CNH a mandaté le CNPP pour déterminer l'applicabilité et le classement sous la rubrique 1510 et/ou sous les autres rubriques en prenant en compte les modifications de la nomenclature opérées au 01/01/2021.

La société CNH a réalisé une étude de dangers en regard des critères d'appréciation de la circulaire du 10 mai 2010. Cette étude de dangers intègre la cartographie des potentiels de dangers, l'identification des phénomènes dangereux, 8 phénomènes dangereux retenus, les besoins en eau d'extinction, le volume de récupération des eaux d'extinction.

Pour les phénomènes dangereux retenus, les modélisations des flux thermiques restent cantonnées au sein du site. Seul le flux de 3 kw/m² sort en limite de propriété au Nord Ouest (distance < 5 m).

La zone non couverte W5 - W6 est séparée de la zone W (auvent couvert) par une zone sans matières combustibles de 15 mètres.

L'analyse écarte le risque de propagation par effets dominos des phénomènes dangereux étudiés.

Besoins en eau :

Le site dispose d'un système automatique d'extinction :

Local sprinkler 2, sous eau 1 motopompe diesel 340 m³/h, réserve 600 m³ équipée d'un raccord de 100 mm.

Ancien local sprinkler 1, sous eau 1 motopompe diesel 228 m³/h alimentant la boucle des 6 poteaux incendie, réserve 635 m³

Le calcul des besoins en eau a été réalisé pour le cas le plus majorant (stockage extérieur couvert)

=> **810 m³/h**. Pour rappel, l'annexe 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 plafonne le débit maximum requis en eau à 720 m³/h.

Capacité de rétention du site :

Les calculs réalisés à partir du D9A (édition 2020), dans le cas majorant, incendie de la zone W, le volume nécessaire pour confiner les eaux d'extinction est de : 2943 m³.

L'analyse des améliorations nécessaires retenues à l'issue de l'étude de dangers sont :

- La construction d'un bassin de confinement de 3000 m³ dédié à la récupération des eaux d'extinction.
- La mise en place d'une installation sprinkler au niveau de la zone de stockage extérieur couverte (zone W).
- La mise en place d'un mur REI 120 entre la zone de stockage GDH et le quai d'expédition, nécessaire pour limiter les besoins en eau sur cette surface.

L'inspection n'a pas contrôlé la conformité des exutoires de fumées.

L'inspection a constaté l'aménagement du bassin de récupération des eaux d'extinction de 3000 m³.

L'exploitant n'a pas reçu le dernier document assurance. Il le communiquera à l'inspection dès réception.

Demande de justificatifs : l'analyse de la situation administrative de l'établissement montre que les installations comprises dans le groupe d'IPD est classé sous la rubrique 1510 pour un volume global des installations de 463 640 m³.

- Volume de l'entrepôt : 350 000 m³ ;

- Volume de la zone de stockage extérieure couverte : 110 000 m³ ;
- Volume de stockage extérieur en racks couverts (zone Sud-Est) : 2 275 m³ (15 racks de volume unitaire 91 m³, 5 racks de volume unitaire 182 m³) ;
- Volume de stockage extérieur en racks couverts (zone Sud-Est) : 1 365 m³ (15 racks de volume unitaire 91 m³).

Le site est soumis au régime de l'enregistrement sous la rubrique 1510. Compte tenu de l'antériorité, le site peut conserver le bénéfice du régime de l'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre son analyse de conformité au regard de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et de fournir un porter à connaissance constitué du tableau de classement des installations actualisé, du bilan de conformité des installations avec les actions correctives associées et le délai de réalisation des actions correctives.

L'exploitant communiquera le document assurance dès sa réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Documents administratifs au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510

Thème(s) : Risques accidentels, Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

Constats :

La méthodologie utilisée pour le classement du site est issue du guide de classement des entrepôts.

1/ identification des IPD (installation pourvue d'une toiture).

Le site du Plessis-Belleville est composé de plusieurs cellules de stockage distinctes au sein du bâtiment principal. Ces différentes extensions sont constituées de toitures différentes.

Au sein des zones de stockage extérieures, le stockage est en partie réalisé au sein de racks

<p>disposant d'une toiture afin de protéger les éléments stockés. Ces racks constituent une IPD au sens du classement 1510.</p> <p>L'ensemble des différentes cellules de stockage du bâtiment principal constitue une unique IPD. Une seconde IPD est constituée de la zone de stockage extérieure couverte au Nord du site.</p> <p>Les différentes IPD identifiées d'une distance inférieure à 40 mètres, elles constituent un groupe d'IPD unique.</p> <p>L'ensemble des matières combustibles stockées représentent un total de 3121 tonnes.</p> <p>L'ensemble des installations comprises dans le groupe d'IPD est classé sous la rubrique 1510. Le régime de classement dépend du volume bâtementaire de l'ensemble des IPD constituant le groupe d'IPD. Le volume global des installations visées par la rubrique 1510 est de 463 640 m³ :</p> <p>Volume de l'entrepôt : 350 000 m³,</p> <p>Volume de la zone de stockage extérieure couverte : 110 000 m³,</p> <p>Volume de stockage extérieur en racks couverts (zone Sud-Est) : 2 275 m³ (15 racks de volume unitaire 91 m³, 5 racks de volume unitaire 182 m³),</p> <p>Volume de stockage extérieur en racks couverts (zone Sud-Est) : 1 365 m³ (15 racks de volume unitaire 91 m³).</p> <p>Le site est donc soumis au régime de l'enregistrement sous la rubrique 1510.</p> <p>L'exploitant a présenté le classement ICPE complet en prenant en compte les autres installations non soumises à la rubrique 1510 . Stockage de palettes, salle de charge, local de stockage de produits dangereux et chaufferie.</p> <p>Demande de justificatifs : La société CNH France réalisera un porter à connaissance pour la mise en conformité 1510 du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société CNH France réalisera un porter à connaissance pour la mise en conformité 1510 du site (cf PC N°1).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones</p>

<p>d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>CNH France a fait évoluer son état des matières stockées à l'aide d'un logiciel disponible en permanence, hébergé sur un serveur local avec un reporting sur un serveur en Italie.</p> <p>Les extractions possibles permettent de visualiser :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le poids des pièces, des boites, des packs, la nature des matières (bois, plastique, carton, inflammable), • le tonnage par zone, • le tonnage par zone et par type de matière <p>Un plan permet de visualiser le positionnement de la zone de stockage et le tonnage associé.</p> <p>La mise à jour du document est réalisée en temps réel, au fur et à mesure des livraisons ou expéditions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.</p> <p>Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société CNH France stocke de moins en moins de matières dangereuses. Le stock de matières inflammables était de 8 tonnes le jour de l'inspection.</p>

L'inspection a contrôlé le local. Le local est sur rétention, tous les racks sont sprinklés sur chaque niveau. La partie haute de chaque rack est équipée d'une plaque de protection mise en place sur recommandation de l'assureur.

Les racks sont équipés sur chaque case des pictogrammes associés aux produits stockés.

L'accès au local est règlementé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures. Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie. En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

Comme précisé dans le point de contrôle N°1, le calcul des besoins en eau a été réalisé dans le cadre de l'étude de dangers. Le D9 et le D9A ont été calculés en application du guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau édition juin 2020.

Dans la situation actuelle le débit maximum requis est de 720 m³/h. Le dernier essai des poteaux incendie a été réalisé par la société ACSI le 04 octobre 2024.

Les moyens de défense incendie sont constitués par :

<p>6 poteaux incendie alimentés par une cuve de 630 m³, 60 m³/h x 6 : 360 m³/h</p> <p>Un raccord pompier de 100 mm sur la cuve de sprinklage d'une capacité de 600 m³.</p> <p>L'étang de 6 000 m³ n'est pas équipé de cannes d'aspiration.</p> <p>Des simulations de calcul du D9 avec prise en compte des recommandations de l'EDD ont été réalisées. Les besoins en eau maximum serait de 480 m³/h pendant deux heures.</p> <p>Non conformité faits significatifs : les besoins en eau d'extinction sont insuffisants pour répondre au besoin du calcul de dimensionnement des besoins en eau (D9) dans la situation actuelle, soit 720 m³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de mettre en œuvre des moyens complémentaires pour répondre aux besoins en eau d'extinction.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;
- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<p>Constats :</p> <p>La société CNH dispose d'un POI mis à jour le 25 mai 2022. Une mise à jour du document est en cours pour prendre en compte les dernières modifications relatives à la création du bassin de récupération des eaux d'extinction.</p> <p>Une nouvelle version du POI sera communiquée au SDIS et à la DREAL dès que la mise à jour sera réalisée.</p> <p>Demande de justificatif : l'exploitant communiquera la nouvelle version du POI selon les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection et au SDIS la nouvelle version du POI selon les prescriptions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois